

Nous, Pierre-Emmanuel GIBSON, Président du SIVOM de la Communauté du Béthunois,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211-10,

Vu la délibération n° 1-06 du Comité syndical en date du 16 juillet 2020 modifiée les 26 mars 2021 et 22 juin 2022 autorisant le Président, notamment à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le SIVOM de la communauté du Béthunois a lancé une consultation selon une procédure simplifiée inférieure à 25 000,00 € HT concernant la fourniture et la pose d'une motorisation de portail battant, ainsi que la fourniture et la pose d'une caméra vidéo pour visionnage à distance,

DECIDONS :

ARTICLE 1^{er} : d'attribuer et de signer le bon de commande faisant référence au devis n° DE2200614 relatif à la fourniture et la pose d'une motorisation de portail battant, ainsi qu'à la fourniture et la pose d'une caméra vidéo pour visionnage à distance, avec la société FEA (47 bis rue Carnot 62153 SOUCHEZ), pour un montant total de 6 927,00 € HT, décomposé comme suit :

- Passage de câbles (matériel et main d'œuvre) : 1 258,00 € HT
- Fourniture et pose de la motorisation de portail battant : 4 524,00 € HT
- Fourniture et pose d'une caméra vidéo pour visionnage à distance : 1 145,00 € HT

ARTICLE 2 : les dépenses inhérentes aux montants cités en article 1er seront imputées au budget annexe sur la compétence 160.

ARTICLE 3 : la Directrice Générale des Services du SIVOM de la Communauté du Béthunois et le comptable de la Trésorerie Béthune Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Béthune,
Le Président,
Pierre-Emmanuel GIBSON

Signé par : Pierre
Emmanuel
GIBSON
Date : 18/01/2023
Qualité : Président

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.